

# De la normalisation des savoirs à l'imposture scientifique : retour et détours de l'idéologie scientiste.

## Entretien avec Roland Gori

Aurélie Tavernier<sup>1</sup>

Université de Paris VIII &  
Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CÉMTI, ÉA 3388)

Roland Gori est psychanalyste, professeur de psychopathologie à l'Université d'Aix-Marseille. Il est aussi, avec Stefan Chedri, l'initiateur de « l'Appel des appels » de décembre 2008, "pour une insurrection des consciences" et contre « l'idéologie de "l'homme économique" » exposant professionnels et usagers des services publics aux « lois "naturelles" du marché »<sup>2</sup>. Ces positions sont le fruit de deux engagements : le premier se situe dans un champ de savoir, la psychanalyse, dont Roland Gori s'est attaché à retracer l'épistémologie pour mieux penser le statut de cette discipline dans l'espace scientifique, mais aussi social et politique. L'autre engagement est celui, en forme de résistance, d'un professionnel du soin alertant sur les dérivés idéologiques à l'oeuvre dans les réformes actuelles. On pourra lire ces deux engagements comme complémentaires, au sens de Niels Bohr que rappelle Roland Gori au cours de cet entretien : complémentaires, donc vrais mais exclusifs l'un de l'autre. Manière de rappeler que l'opinion du citoyen n'est pas la parole du savant, et que c'est précisément de la confusion entre ces deux registres que peut naître la conversion du « savoir » en argument d'autorité « experte », point de passage de l'utilité aux abus de la science comme instrument de « gestion » des affaires publiques. Roland Gori met ici le doigt sur la frontière qui oppose la rationalité scientifique, fondée dans un dispositif conceptuel et contextuel, à l'idéologie scientifique, inconsciente de l'exigence méthodologique qui fait la « grandeur de la science ». Cette exigence appelle à la vigilance, mère d'un double renoncement : celui du scientifique à fournir, dans une logique bureaucratique d'administration de la preuve, une lecture immédiate des faits ordinaires ; celui des sciences à l'illusion transcendante, oublieuse des conditions de production de l'objet et du discours scientifiques. En revenant sur le travail qu'il a consacré à l'épistémologie de la psychanalyse, et sur les rapports qu'entretiennent les disciplines avec les contextes sociaux et politiques qui les voient naître, Roland Gori dévoile alors l'idéologie qui se niche dans le primat accordé aux « normes » des sciences du vivant, neurosciences ou techno-sciences, dès lors qu'elles déterminent nos manières de penser, et le politique, et la connaissance qu'une société produit d'elle-même, à un moment donné de son histoire.

---

<sup>1</sup> [aurelie.tavernier@univ-paris8.fr](mailto:aurelie.tavernier@univ-paris8.fr)

<sup>2</sup> Le texte de « l'Appel des appels » a été publié dans *L'Appel des appels, Pour une insurrection des consciences, sous la direction de Roland Gori, Barbara Cassin et Christian Laval, 2009. Paris : Éditions Mille et Une Nuits, Librairie Arthème Fayard.*

**Aurélie Tavernier -- Roland Gori, dans vos travaux consacrés à l'épistémologie de la psychanalyse comme dans « l'Appel des appels » que vous avez initié, vous vous opposez à une vision mécaniste de l'humain, en montrant comment elle se nourrit d'une rationalisation fournie par les sciences explicatives. D'un point de vue ontologique, quel rapport peut-on établir entre la science et l'idéologie scientiste, telle qu'elle peut s'incarner dans les usages sociaux et politiques du savoir ?**

Roland Gori — La question est très large... On peut la prendre par plusieurs entrées, à commencer par celle du « savoir » : il faut d'abord rappeler, comme l'a dit Michel Foucault<sup>3</sup>, que le savoir n'est pas la science. Le savoir c'est, dit un peu rapidement, l'état des idées qui à un moment donné, dans une culture donnée, sont en circulation, en tant qu'elles se déduisent des demandes sociales et des exigences culturelles, liées aux rapports sociaux de production entre les individus. Foucault le montre parfaitement : le développement par exemple de la médecine au XVII<sup>e</sup> et surtout au XVIII<sup>e</sup> siècles est intimement lié à l'organisation et au début de l'industrialisation, qui flambra tout au cours du XIX<sup>e</sup>. Cela conduit à une recomposition des sciences médicales et des figures d'intelligibilité de la médecine au XIX<sup>e</sup> siècle, avec le développement de l'hygiène publique et de la santé publique : l'accroissement des maladies de l'urbanisation pose en effet la nécessité de voir comment naissent ces maladies, comment elles vivent, et de quoi elles meurent. C'est ainsi que se développent ces sciences, donnant naissance à des travaux très intéressants sur les maladies du travail, sur des conditions d'hygiène de vie des populations, *etc.* Elles se développent d'ailleurs déjà, à ce moment-là, sous le primat des statistiques : on voit bien comment les statistiques sont étymologiquement liées à l'État, c'est-à-dire à la nécessité pour l'État de connaître ses « ressources humaines », comme on dirait actuellement dans cet abominable langage de la « gestion »...

**Aurélie Tavernier -- On parlait d'ailleurs alors de « sciences de gouvernement », et pas encore de « gouvernance »...**

Roland Gori — Absolument. Donc pour en donner une définition conceptuelle, le « savoir » est en quelque sorte la niche culturelle des idées qui va soutenir, impulser, favoriser – ou au contraire inhiber – des paradigmes de recherche. Dès lors, quand on parle du « savoir », est-ce dans cette conception telle que l'a définie Michel Foucault ? Ou bien va-t-on parler « d'opinion publique », ou d'« idéologie » au sens premier du terme, c'est-à-dire de physiologie des idées, propres à une époque donnée, dans une société donnée ? Ce premier point est important pour comprendre ce qu'est le scientisme, car la science

---

3 Foucault, Michel, 1994. Dits et Écrits, I. 1954-1969, Paris : Gallimard.

naît de cette niche culturelle, qu'elle va ensuite participer en retour à recoder. Ainsi, on voit clairement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle comment la société, le pouvoir, vont demander à la psychiatrie de déterminer dans quelle mesure le criminel ressemble à son crime avant même de l'avoir commis, pour reprendre la formule de Foucault. Autrement dit, on voit bien comment, après avoir « médicalisé » la folie, on va faire entrer les psychiatres dans les prétoires pour essayer de déterminer la question de la responsabilité – et dans le même temps, au passage, pour naturaliser bien évidemment les normes sociales et accroître le pouvoir sur une base de légitimité qu'il détiendrait de la science – et presque, pourrait-on dire, de la nature.

Or justement, il me semble que sur un plan épistémologique, la grandeur de la science vient de ce qu'elle naît effectivement d'un bain culturel et social, d'une ambiance de l'époque : il n'y a bien sûr pas de science sans préoccupation métaphysique, ontologique, éthique, et il serait fou de penser le contraire. Mais le geste de l'épistémologie des sciences, c'est précisément d'épurer la polysémie des mots pour en faire des concepts. Je prends un exemple, dans mon domaine : si l'on parle de sexualité, chez Freud, ce n'est pas la même chose que le sexuel, ni que le sexué. Un mot de la langue courante est forcément polysémique, et il ne prend un « sens scientifique » qu'à partir du moment où il est intégré dans un corpus de connaissances. Il devient ainsi l'une des pièces de l'édifice conceptuel, et il n'a de sens que par les rapports qu'il entretient avec les autres pièces du dispositif conceptuel. C'est la cohérence interne des théories, à laquelle il faut bien évidemment ajouter, pour caractériser la démarche scientifique, la vérification : c'est-à-dire la mise à l'épreuve, par une reproduction contrôlée de l'expérience, d'un énoncé conceptuel. La science naît donc de la cohérence logique, de la place d'un concept dans les dispositifs, et de sa valeur dès lors qu'il est mis à l'épreuve des faits – mais pas ceux qui sont dans la nature : des faits qui sont captés dans un dispositif phénoméno-technique permettant cette mise à l'épreuve. La grandeur de la science, c'est donc finalement de capter dans des dispositifs très précis des questions que l'on se pose, et de les reposer autrement, à partir d'éléments tout à fait partiels, locaux<sup>4</sup>.

---

4 Le dispositif peut être ici entendu au sens où le définit, après Foucault, Giorgio Agamben : « J'appelle dispositif tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants ». Agamben, Giorgio, 2007 : 31. Qu'est-ce qu'un Dispositif ? Paris : Payot & Rivages. Cité par Gori, Roland, 2009 : 71. « Les scribes de nos nouvelles servitudes », *Cités. Philosophie, Politique, Histoire* n°37, L'Idéologie de l'évaluation, La grande imposture, Paris, Presses Universitaires de France : 65-76.

**Aurélie Tavernier -- Les usages immédiats que notre société fait des savoirs peuvent aujourd'hui aller à l'encontre de cet horizon scientifique : est-ce de cela que naît le scientisme ?**

Roland Gori — Le scientisme vient d'une certaine façon de traiter les résultats et le discours qui en rend compte. Pour prendre un exemple d'actualité, je citerai ces deux recherches : l'une est centrée sur le constat que, statistiquement, on trouve quelques éléments d'infection de la mère au troisième mois de sa grossesse qui seraient en lien avec certaines formes de schizophrénie ; l'autre montre qu'il existe un différentiel de température entre le jour et la nuit, et que ce différentiel est abaissé chez certains patients souffrant de dépression, ce qui laisserait supposer des facteurs endocriniens. On peut fort bien s'intéresser à l'origine endocrinologique ou infectieuse de la dépression ou de la schizophrénie. Mais on ne peut pas en conclure ce qui va pourtant se retrouver le lendemain dans les gros titres du journal, à savoir « l'origine infectieuse de la schizophrénie », ou « l'origine endocrinienne de la dépression ». Il ne faut pourtant pas déduire de ce double exemple qu'il y a une dérive des résultats de la science par le journalisme ou par la grande presse, c'est complètement faux : les travaux que Daniel Jacobi a faits dans ce sens<sup>5</sup> montrent très bien que ce n'est pas la « vulgarisation » scientifique qui conduit au scientisme, mais bien la manière dont sont traités les résultats et le discours scientifiques, ce qui est tout à fait différent. On pourrait en effet trouver dans les *Annales médico-psychologiques* un article intitulé « Origines endocriniennes de la dépression » : ce type d'extrapolation n'est pas propre au *Journal du Dimanche* ou à *Libération*, et *a contrario*, les journalistes sont même parfois beaucoup plus prudents dans la grande presse que certains dans leurs communications scientifiques – pour une raison simple : ces scientifiques vendent leurs travaux... délibérément ou à leur insu. Ce qu'exploite de manière éhontée le pouvoir politique néolibéral aujourd'hui.

Mais la grandeur de la science sur ce point, c'est précisément d'épurer les concepts, c'est-à-dire encore une fois de réduire leur polysémie et d'éviter la « puissance mythique », pourrait-on dire, d'un mot courant : de réduire sa signification à la place qu'il a dans une théorie et à la valeur fonctionnelle qu'il peut avoir dans une procédure de vérification expérimentale, essentiellement. Je fais allusion ici à la différence établie par Georges Canguilhem entre la rationalité scientifique, et l'idéologie scientifique, ou scientiste. Pour résumer, on peut dire que la rationalité scientifique, c'est la mise en place d'un

5 Voir notamment : Jacobi, Daniel, 1986. « De la recherche à la vulgarisation. Itinéraires du texte scientifique », *Annales de l'Université de Besançon, Paris : les Belles Lettres* ; et Jacobi, Daniel, Schiele, Bernard (dir.), 1988. *Vulgariser la Science, Le procès de l'ignorance, Paris : Champ Vallon.*

dispositif procédural qui permet de « tester » certaines hypothèses en tentant de les réfuter – le principe de réfutation de Popper<sup>6</sup> n'est pas aberrant, même s'il est un peu trop dogmatique, on pourra y revenir. En revanche, l'idéologie scientifique consiste en ce que Canguilhem appelle un « état paresseux du savoir »<sup>7</sup>, c'est-à-dire une extension hyperbolique des résultats pour essayer de rendre compte d'une question de la vie courante – une question qui a sans doute impulsé la recherche scientifique, car celle-ci n'est pas désintéressée : mais à cette question ordinaire, la science ne peut pas répondre, en quelque sorte. Or le scientisme, si on veut le définir, c'est le retour de la science dans le champ d'un savoir idéologique qui a favorisé son émergence.

**Aurélien Tavernier -- Vous parlez d'hyperbole, mais on pourrait aussi parler à l'inverse d'euphémisme, dans la mesure où l'ensemble du questionnement scientifique se trouve de fait réduit à cet aspect du processus de normalisation des savoirs consistant à leur demander de fournir une réponse – un référentiel pour l'action politique en matière de santé publique, un cadre pour le traitement journalistique, mais aussi un remède pour « traiter » l'angoisse du corps social. Est-on ici dans l'idéologie, par exemple pour ce qui concerne les réponses attendues de la psychanalyse à ces questions politiques et sociales ?**

Roland Gori — Dans mes travaux sur l'épistémologie de la psychanalyse<sup>8</sup>, j'ai voulu montrer comment la psychanalyse en tant que praxéologie était en quelque sorte victime de son succès : parce qu'elle est tombée dans un champ idéologique qui l'a conduite à se transformer en conception du monde. La réfutation popérienne de la psychanalyse, que Popper considérait, comme le marxisme, comme une vision du monde ayant la possibilité d'interpréter tout et n'importe quoi, ce n'est justement pas la psychanalyse. Popper renvoie la psychanalyse au rang d'idéologie qui projetterait *a priori* une grille d'intelligibilité du monde : tandis que la psychanalyse, pour moi, c'est une méthode mise en actes dans une pratique ; ce n'est pas une

---

6 Popper, Karl, 1973. *La Logique de la découverte scientifique*, Paris : Payot. *Selon la théorie de l'accumulation des connaissances de Popper, la connaissance scientifique progresse essentiellement, de manière interne au jeu scientifique, par la « réfutation » (ou la « falsification »), lorsqu'une théorie donnée se révèle incompatible avec les données d'une expérience ultérieure. Cette épistémologie a prioriste sera partiellement contredite par les travaux de Kuhn, qui en fait un « cas limite » de l'activité scientifique : sa Structure des Évolutions scientifiques (1972, Paris : Flammarion) insiste sur la manière dont travaillent « normalement » les scientifiques, dans une approche plus sociologique de l'activité, structurée par un cycle d'étapes, qui dépasse la conception du progrès comme simplement cumulatif.*

7 Canguilhem, Georges, 1993. *Idéologie et Rationalité dans l'histoire des sciences de la vie*, Nouvelles études d'histoire et de philosophie des sciences, Paris : Librairie philosophique J. Vrin.

8 Notamment : Gori, Roland, 1996. *La Preuve par la parole, Sur la causalité en psychanalyse*, Paris : Presses Universitaires de France.

conception du monde. On voit très régulièrement ressurgir cette conception de la psychanalyse comme prophétie, comme c'est le cas dans le livre qu'y consacre Michel Onfray et avant lui, dans d'autres brûlots aussi populistes contre la psychanalyse, comme le *Livre noir de la psychanalyse*<sup>9</sup>. Mais dans ces travaux, quand on critique la psychanalyse, on critique en réalité très justement l'idéologisation psychanalytique, qui est un cas particulier de l'idéologie scientiste.

J'ai donc consacré toute une partie de mes travaux, dans les années 90, à cette nécessaire épistémologie, et je me suis ensuite intéressé aux formes d'amalgame qui sont à l'œuvre. Pour bien voir de quoi il s'agit, il n'est qu'à ouvrir le journal *Le Monde* : on peut y lire cet article annonçant « Bientôt un institut du cerveau et de la moelle épinière »<sup>10</sup>, ce qui est une nouvelle extraordinaire. On lit ensuite que « Le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui des maladies neurologiques et de la prévention au niveau du cerveau, prédit le professeur Gérard Saillant, président de l'Institut » qui nous dit-on, devrait permettre de traiter ensuite de la maladie de Parkinson : là encore, c'est formidable. Cet article nous apprend par la suite que l'Institut devrait aussi se pencher sur les lésions de la moelle épinière – parfait –, sur les traumatismes liés aux accidents de la route – très bien ; et puis d'un seul coup, on voit apparaître dans le même sac : le traitement des dépressions ; des troubles involontaires convulsifs ; ou des troubles obsessionnels compulsifs. Et l'on lit un peu plus loin que des avancées importantes sont réalisées sur les troubles de la conscience, le traitement des T.O.C. [troubles obsessionnels compulsifs], la maladie de la Tourette, *etc.* Mais comment en arrive-t-on à cet amalgame des causalités ? Cela me rappelle une expérience que j'ai vécue il y a un an et demi, lorsque j'avais été invité aux Journées Parlementaires sur la Santé mentale. Chose surprenante : des interventions portant sur la maladie d'Alzheimer d'une part et sur les maladies psychiatriques d'autre part se trouvaient rassemblées sous le « chapeau » des maladies du cerveau. Mais moi je n'en sais rien : il y a peut-être des facteurs neurobiologiques, il y a peut-être des facteurs neuronaux, ou génétiques dans ces troubles ; mais je ne peux pas le dire, je ne peux pas me prononcer en tant que psychanalyste. Et je trouve idéologique une façon de poser la question de telle manière qu'un problème se transforme en postulat. C'est cela, la rhétorique de propagande du scientisme et des religions.

9 Onfray, Michel, 2010. *Le Crépuscule d'une idole, l'affabulation freudienne*, Paris : Grasset ; Meyer, Catherine (dir.), 2005. *Le Livre noir de la psychanalyse. Vivre, penser et aller mieux sans Freud*, Paris : Les Arènes.

10 Article paru dans l'édition du Monde datée du 14 avril 2010.

**Aurélie Tavernier -- Lorsque vous dites que vous ne pouvez pas vous prononcer « en tant que psychanalyste », s'agit-il d'une position de retrait, ou de l'impossibilité pour le savoir de « trancher » ces questions éminemment politiques ?**

Roland Gori — Pour ce qui me concerne, j'ai toujours été extrêmement prudent, en invitant notamment la psychanalyse à avoir une attitude « ponce-pilatique » en matière de causalité. La psychanalyse peut rendre compte de ce qu'elle a rapatrié dans le champ de son dispositif, mais elle ne peut pas prétendre « expliquer », comme si elle donnait la cause ultime de ce qui se produit. Je suis notamment opposé à cette notion très vaseuse de « psychosomatique », qui ne signifie pas grand-chose et qui est à mon avis une formation discursive de type idéologique : parce qu'on ne peut pas expliquer les maladies somatiques par l'expérience que l'on a du divan. C'est absolument aberrant. On peut en revanche dire que, pour un sujet donné et quelle que soit sa souffrance organique, il ne souffre pas pour rien : c'est-à-dire qu'il intègre ce qui lui arrive, quelle que soit sa maladie, dans un parcours de vie. C'est un peu ce que dit Canguilhem : avant d'être la limitation de possibilités physiques, la maladie est l'émergence d'un drame dans l'existence, donc elle prend un sens – d'ailleurs il n'y a rien de plus cruel que de demander à quelqu'un de souffrir pour rien : tout individu va automatiquement donner un sens à ce qui lui arrive. Mais en dehors de cela, la psychanalyse se fourvoie complètement quand elle prétend expliquer l'émergence d'un cancer par un deuil mal fait, ou qu'elle va expliquer un avortement spontané par la haine ou l'ambivalence de la mère vis-à-vis de l'enfant... Ce type d'« idéologie psychanalytique » a permis aux anti-freudiens de surfer sur une vague de fond à laquelle pour la plupart ils succombent eux-mêmes : confondre la rationalité des sciences et l'idéologie qui les a favorisées.

Or c'est cela, le scientisme : on a prétendu pouvoir rendre compte d'un phénomène de vie, d'un phénomène existentiel, sans se rendre compte qu'il y a une différence entre ce qui peut le causer et le sens qu'il peut prendre dans le discours d'un patient qui s'adresse à vous, ce qui n'est pas du tout la même chose. Prenons le cas d'un patient qui a une crise d'asthme, par exemple. On peut dans ce cas déterminer par un test médico-biologique s'il est asthmatique ou pas ; mais quand ce patient va parler sur le divan de sa crise d'asthme, du moment où elle est arrivée, des pensées qui lui sont venues alors, de l'époque où ses crises ont commencé, et bien ce n'est pas le même asthme. C'est la théorie que je défends dans *La Preuve par la parole*, reprise de la théorie de Niels Bohr sur le principe de complémentarité à

propos de la lumière<sup>11</sup> : on peut, selon le type de dispositif expérimental que l'on met en pratique, répondre soit que la lumière est d'origine ondulatoire, soit qu'elle est d'origine corpusculaire. Les deux théories sont vraies : mais elles sont exclusives l'une de l'autre. Autrement dit, la complémentarité ne désigne pas deux éléments qui se complètent, mais deux éléments vrais et exclusifs l'un de l'autre. Et bien de la même manière, l'asthme sur le divan du psychanalyste n'a strictement rien à voir avec l'asthme du test médico-biologique. Or souvent, le scientisme passe par là : il ne rend pas compte des conditions de production d'un discours. À partir de là, le scientisme bascule dans le religieux, dans une position de transcendance, où il peut donner en abîme une vue sur le monde et sur les phénomènes qui s'y passent. Le propre de la science est au contraire d'avoir épuré le monde d'une manière abstraite, géométrique, et tout à fait localisée, parcellarisée. Dès que l'on passe d'un élément partiel du savoir à une vision générale du monde, on est dans un processus totalitaire. Le scientisme, c'est la part religieuse, obscurantiste des sciences.

**Aurélie Tavernier -- Autrement dit, on se retrouve dans une logique d'inversion du protocole d'administration de la preuve : où le surgissement du résultat et la signification produite par ce surgissement font oublier le protocole d'expérimentation et plus largement, pour l'ensemble des sciences humaines et sociales, le processus de problématisation ayant donné naissance à ces résultats. Avec, pour rester dans la terminologie analytique, une forme de « jouissance » que procure le résultat immédiat au corps social et politique...**

Roland Gori — Exactement. C'est l'oubli des conditions de production d'un discours qui fait apparaître l'énoncé comme ayant une valeur transcendantale et religieuse. Ce rêve scientifique arrive au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque Ernest Renan prédit que demain, la science remplacera la religion, et qu'il y aura une religion de la science qui nous dispensera du politique<sup>12</sup>. Pour Renan, c'est la raison qui va gouverner, finalement : les hommes politiques ne seront que les relais de cette puissance transcendantale que constitue la raison, dont les scientifiques seraient les apôtres. Or on sait que cette religion de la science, qui fut un rêve scientifique au XIX<sup>e</sup>, s'est transformée en cauchemar au XX<sup>e</sup>, avec tous les totalitarismes qui prétendaient justement gouverner en son nom : au fond, comme l'a dit Rémi Hess, le national-socialisme n'aurait fait que de la biologie appliquée. Et que vous preniez le nazisme ou le stalinisme, dans ces deux formes de totalitarisme politique, vous retrouverez la même idée de fabrique d'un homme nouveau à partir de la science,

11 Bohr, Niels, 1937. « Causality and Complementarity », *Philosophy of Science*, n° 4.

12 Renan, Ernest (1890), 1995. *L'Avenir de la science*, Paris : Flammarion.



science biologique pour l'un, science historique pour l'autre. C'est un point extrêmement important, qui m'a ensuite conduit à me demander dans mes travaux d'où venait cette dérive. La question qui se posait très directement à moi au départ, c'était d'essayer de comprendre pourquoi la psychanalyse était aujourd'hui mal aimée, après avoir été adulée – d'ailleurs abusivement. Or ce n'est pas pour des raisons scientifiques, mais bien pour des raisons idéologiques, qui concernent l'ensemble de la société et des valeurs de notre civilisation. Je crois qu'au fond l'éloge du tragique, du conflit intérieur, qui se trouve au fondement de la psychanalyse, est complètement à rebours de cette idéologie. D'où aujourd'hui cette critique de la psychanalyse, mais aussi de la phénoménologie, mais aussi de la psychothérapie institutionnelle, et plus largement des « humanités ». Car il y a bien une crise des humanités aujourd'hui. Et ce n'est certainement pas la proposition d'un « Conseil d'orientation des sciences humaines ou sociales » par les ministres qui va arranger les choses : car si vous prenez la composition dudit conseil, vous verrez qu'il est composé de personnalités qui ne se distinguent pas par leur grand amour des humanités...

**Aurélien Tavernier -- D'autant que ce conseil est lui-même subordonné à une idéologie de l'évaluation qui va largement à l'encontre des protocoles propres aux humanités en question...**

Roland Gori — Tout à fait. Dans sa déclaration même, Madame Pécresse [ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à la date de cet entretien, en avril 2010] dit que les sciences humaines et sociales ne sont pas des sciences « molles », comme on les appelle parfois ; mais elle ajoute aussitôt : à condition qu'elles ne s'enferment pas dans la subjectivité et qu'elles puissent rendre compte objectivement de ce qu'elles font ! Vous avez là un discours contradictoire, qui est ni plus ni moins « le meurtre administratif de masse des humanités », pour employer l'expression d'Hannah Arendt<sup>13</sup>. Depuis les années 90, avec les politiques catastrophiques pour le champ universitaire qu'a menées Claude Allègre, avec le règne de l'expertise et la prolifération des dispositifs d'évaluation, on assiste à une naturalisation massive de l'humain et à une liquidation des chercheurs qui s'en préoccupent. Je ne dis pas que les facteurs biologiques ou génétiques sont absents : mais on naturalise à tout va. Sur la question de l'amalgame des causalités, qui conduit à mêler par exemple la dépression et les T.O.C. avec les lésions de la moelle épinière : je ne dis pas que l'hypothèse est inintéressante. Mais on fait comme si l'amalgame ne posait aucun problème. Il n'y a aucune précaution épistémologique. Il n'y a aucune précaution éthique. Aucune. On s'oriente à nouveau, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, vers des théories de la dégénérescence telles

---

13 Arendt, Hannah (1951), 1972. *Les Origines du totalitarisme*, Paris : *Le Seuil* (trad. Jean-Louis Bourget).

qu'on les trouve chez Morel, Magnan ou Lombroso, autour du « criminel né »<sup>14</sup> – des théories aujourd'hui certes améliorées, mais dont le principe se prolonge bel et bien dans le champ de la santé mentale. Prenez cette expertise collective de l'Inserm qui préconisait en 2005 le dépistage systématique du « trouble des conduites » chez le très jeune enfant et chez l'adolescent, dans l'optique de prévenir la délinquance<sup>15</sup> : elle mélangeait sans précaution aucune des éléments diagnostics, des signes de souffrance psychique, des indicateurs sociaux et économiques, voire politiques. Le résultat, c'est qu'on aboutit sous couvert de la science, non seulement à stigmatiser des populations, mais aussi à normaliser les conduites sur foi d'indicateurs hybrides, plutôt largement importés des sciences du vivant et des neurosciences.

On touche ici à ce que l'on peut appeler le « style anthropologique » d'une culture, d'un savoir<sup>16</sup>. Aujourd'hui, nous sommes à un moment de notre société où le savoir est la construction d'une nouvelle fiction anthropologique, que j'appelle « l'homme neuro-économique » : un logiciel unique, quel que soit le domaine d'activité ou d'expertise considéré. Ce logiciel unique est le suivant : il y aurait des vulnérabilités génétiques qui seraient activées ou inhibées par des facteurs d'environnement – d'où le modèle éducatif

14 En 1857, Benedict Augustin Morel développe une conception de la « dégénérescence » tenue pour responsable des troubles du comportement, la « personnalité criminelle » trouvant ainsi sa cause dans une « origine organique » (Traité des Maladies mentales, 1860). L'anthropologue Cesare Lombroso poursuivra cette thèse en tentant d'établir, dans L'Homme criminel (1876), une typologie physiologique du « type criminel » : Lombroso imputait ainsi la criminalité à un atavisme héréditaire. Les travaux sur la relation entre criminalité et dégénérescence se sont ensuite multipliés en France, dans les années 1880, à partir d'une critique du « type criminel » anthropologique formulé par Lombroso : celui-ci considérait que la folie était une « tare acquise », tandis que la « folie morale », d'origine congénitale, se trouvait fréquemment en présence chez ceux qu'il nommait les « criminels-nés ». Les critiques de cette théorie ont pu porter, comme chez Valentin Magnan, sur les « prédispositions naturelles » de l'enfant au crime ; mais même critiques, ces théories s'accordaient sur le présupposé d'une approche biologique du crime. Par ailleurs, et pour appuyer la définition du savoir proposée par Roland Gori au début de notre entretien, on notera que l'école regroupée autour de Valentin Magnan, qui associe la doctrine de la dégénérescence au paradigme évolutionniste, se développe en lien avec les bouleversements sociaux et culturels de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècles : l'intelligibilité de ces paradigmes nécessite de les mettre en relation avec la formation de l'idéologie du progrès qui accompagne ces bouleversements.

15 Sous le titre « Trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent », le rapport publié en 2005 par l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) préconisait notamment « le repérage des perturbations du comportement dès la crèche et l'école maternelle », pour éviter la survenue de comportements délinquants à l'adolescence (En ligne : [http://ist.inserm.fr/basisrapports/trouble\\_conduites/trouble\\_conduites\\_synthese.pdf](http://ist.inserm.fr/basisrapports/trouble_conduites/trouble_conduites_synthese.pdf)). En réponse à l'expertise de l'Inserm, s'est formé en 2006 le collectif « Pas de zéro de conduite pour les enfants de trois ans », dont l'appel visait à dénoncer la stigmatisation « comme pathologique » du développement psychique de l'enfant : « en isolant les symptômes de leur signification dans le parcours de chacun, en les considérant comme facteurs prédictifs de délinquance, l'abord du développement singulier de l'être humain est nié et la pensée soignante robotisée » (pétition en ligne : <http://www.pasde0deconduite.org/appe/>).

16 Voir notamment : Gori, Roland, Del Volgo, Marie-José, 2005. La Santé totalitaire, Essai sur la médicalisation de l'existence, Paris : Denoël.

prévalant –, produisant des dysfonctionnements neuro-cognitifs, lesquels produiraient des troubles du comportement émotionnel et de l'adaptation sociale. Il n'est plus question de l'homme, avec sa parole, ses désirs, son parcours de vie : mais d'un comportement déterminé par des facteurs d'environnement.

Alors d'où vient cette conception d'un homme « déterminé » par son patrimoine neuro-génétique, et qui devrait rentabiliser ses conduites et ses comportements au mieux de ses performances existentielles ? C'est-à-dire d'un individu conçu comme une entreprise micro-libérale, autogérée, ouverte à la concurrence et à la compétition, pour avoir accès aux jouissances de l'existence ? Mon hypothèse, c'est que nous sommes effectivement entrés dans une nouvelle époque, fruit d'une mutation anthropologique de notre civilisation. D'une certaine manière, nos savoirs nous ressemblent – je dis « savoir » et non pas « science » : mais le savoir vient quand même « modeler » la science. Comme j'ai coutume de le dire aux étudiants, je ne crois pas à l'Immaculée Conception des savoirs et des pratiques : ils sont largement « dépuçelés », pourrait-on dire, par les intérêts économiques, industriels, politiques, sociaux, culturels, *etc.* Mais depuis une trentaine d'années, les manières de penser l'humain, la manière de se penser dans la relation à l'autre, dans la relation au monde, sont en train de se métamorphoser complètement en versant du côté de l'individualisme, lié à une certaine conception de l'homme comme stock de ressources biologiques et psycho-sociales et comme détenteur de « capital humain ». Je crois que nous sommes là dans une forme de scientisme qui est tout à fait soluble dans les valeurs de notre civilisation.

**Aurélié Tavernier -- Comment ce scientisme s'est-il imposé aujourd'hui comme modèle d'expertise, et in fine de conduite des politiques publiques ? Y a-t-il une rupture entre le savant politique et l'expert sollicité dans les procédures actuelles du recours politique à la science ?**

Roland Gori — Le savant comme conseiller du Prince, c'est une vieille histoire. Mais c'est vrai que la culture de l'expertise donne au savant une figure politique en rupture avec ce que l'on a pu connaître. Le scientisme s'impose aujourd'hui parce qu'il est davantage soluble dans la question de l'expert et de l'expertise. La figure de l'expert aujourd'hui, et là d'où provient le changement, c'est un savant qui, sur un temps très court et dans un marché extrêmement concurrentiel, va se vendre à un pouvoir politique pour faire avancer ses propres intérêts, ou ceux de la discipline à laquelle il appartient, ou des options théoriques qui sont les siennes. Comme le dit Ulrich Beck dans *la Société du risque*<sup>17</sup>, à l'heure actuelle les savoirs

---

<sup>17</sup> Beck, Ulrich, 2003. *La Société du risque, Sur la voie d'une autre modernité*, Paris : Champs Flammarion.

fonctionnent comme des magasins en libre-service, dans lesquels le pouvoir va faire son marché. Prenez le rapport remis au Premier ministre par Madame Kosciusko-Morizet sur la « Santé mentale »<sup>18</sup> : pour faire ce travail, on a pioché parmi les experts, et on a fait son marché dans les courants d'expertise qui convenaient le mieux à une certaine conception de la santé mentale. La différence avec la figure traditionnelle du conseiller du Prince, c'est qu'un savant acceptant cette posture se trouvait autrefois sollicité pour un mandat assez long, duquel il ne serait démis qu'à partir du moment où il aurait commis des erreurs ; c'était alors une figure d'autorité. Aujourd'hui vous avez un éclatement, une pulvérisation de ces figures d'autorité : nous sommes dans une société beaucoup plus réticulaire, beaucoup plus horizontale que verticale. À partir de ce moment-là, les sciences installent leur étalage, leur « chaland », et leurs produits : et le politique vient y faire son marché avec, en retour, une modification des produits de consommation courante que la science offre sur les tréteaux de son spectacle. La « société du spectacle », celle de Guy Debord<sup>19</sup>, où la recherche se met en scène à partir des travaux évalués dans des revues « de marque », découvre cette obscénité. Et cela peut en retour modifier les « produits » que chaque discipline va choisir de mettre en avant, dans cette vente à la découpe. Les services que les sciences rendent au pouvoir, le pouvoir les leur rend dans la modification des rapports internes aux disciplines.

**Aurélie Tavernier -- Ce qui a changé, ce n'est donc pas le fait que les sciences, ni les savoirs, soient utiles au gouvernement – ce qui a toujours été. Ce qui a changé, c'est cette détermination et surtout cette naturalisation, par le politique, d'où provient la justification – par la gratification – de la production scientifique.**

Roland Gori — Tout à fait. C'est le moment où les sciences risquent de retourner à l'état d'idéologie, d'où elles sont venues. Je ne vois aucun événement scientifique qui justifie aujourd'hui l'espèce d'excommunication, ou en tout cas de répudiation sociale et culturelle que subit le savoir des humanités, que ce soit la psychanalyse, la phénoménologie, l'histoire, ou même une certaine philosophie (je pense à Heidegger par exemple : même si l'homme est épouvantable, l'œuvre mérite évidemment d'être travaillée). Et pourtant, on met en place aujourd'hui des protocoles de normalisation dans la recherche, dans l'enseignement, dans le soin, partout, qui prétendent

---

18 « La santé mentale, l'affaire de tous ». *Ce rapport du groupe de travail présidé par Viviane Kovess-Masfety et remis en novembre 2009 à la secrétaire d'État chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique, alors Nathalie Kosciusko-Morizet, entendait fournir un « examen détaillé de la santé mentale des Français » et examiner les « conséquences des nouvelles approches de la mesure du PIB et du bien-être dans le domaine des politiques sociales »* (La Santé mentale, l'affaire de tous : pour une approche cohérente de la qualité de la vie, Centre d'analyse stratégique, Paris : La Documentation française, 2009).

19 Debord, Guy, 1972. *La Société du spectacle*, Paris : Gallimard.

aller dans le sens d'obtenir plus de vérité alors que fondamentalement, ils conduisent surtout à plus de soumission<sup>20</sup>. Pourtant ni la psychanalyse, ni l'histoire, ni les humanités n'ont démerité quant à ce qu'elles apportaient, avec leurs impasses, leurs apories et leurs limites. Mais cela, l'idéologie dont nous parlons ne peut pas l'entendre. Et dans ce processus, il faut bien voir la part de responsabilité des psychanalystes eux-mêmes, dans les maux dont ils se plaignent aujourd'hui au moment où leurs concepts heurtent la culture de l'époque.

**Aurélien Tavernier -- Vous parlez ici des psychanalystes qui extrapolent, ou sortent de la relation au patient, pour proférer une parole d'ordre général valant remède pour toute la société...**

Roland Gori — Exactement. La psychanalyse s'est instanciée dans la culture et s'est donnée, quelque part, pour un phare d'éclairage de l'opinion publique sur ce qui se passe dans le monde. Bien évidemment les psychanalystes ont le droit de parler publiquement : mais alors, à ce moment-là, ils parlent en tant que citoyens, ou en se référant à leurs travaux de recherche, ou encore en fonction de leur engagement militant – c'est ce que je suis en train de faire, et c'est ce que j'ai fait dans le cadre de « l'Appel des appels », sur lequel nous reviendrons. Mais ils n'ont pas le droit d'avoir une position d'expertise sur les événements du monde. Sinon ils se mettent, comme tous les experts, dans une position de sophiste. La position sophistique, c'est faire croire que l'on peut parler avec plus de sagesse et de prudence en fonction de sa science. Or c'est une imposture. L'expertise est une imposture lorsqu'elle prétend donner, au nom de sa science, un point de vue irrécusable sur le monde. À l'inverse, un expert devrait fonder sa position par rapport à ses recherches, et admettre que sa position se discute, avec les autres membres de la communauté et aussi avec les citoyens. L'idée du principe de précaution était au départ dans cette lignée-là : elle sous-tendait qu'à un certain point d'incertitude du savoir, une décision politique pouvait être prise. C'est fondamental : il s'agit de reconnaître à la décision son statut, ce que j'appelle une « réalité transactionnelle ». La décision se déduit d'une transaction et en aucune manière, n'est une évidence objective ou naturelle. En revanche, le scientisme est le « moment » où vous faites passer cet élément de vérité, qui se déduit comme une réalité transactionnelle, pour une évidence objective et naturelle. Or en matière de vérités scientifiques, il n'y a pas d'évidence.

---

<sup>20</sup> Cette problématique est notamment développée par Roland Gori dans « Les scribes de nos nouvelles servitudes », *op.cit.* ; et avec Marie-José Del Volgo, dans « L'idéologie de l'évaluation : un dispositif de servitude volontaire ? », *Nouvelle revue de psychosociologie, La Passion évaluative*, n°8, 2009/2 : 11-26.

**Aurélie Tavernier -- Ce doute, que le scientisme ne peut pas entendre, est en effet consubstantiel au raisonnement de la science...**

Roland Gori — Absolument. Il est consubstantiel parce que la vérité se construit. Cela ne signifie pas que la science est une construction sociale qui se balade dans l'air du temps, ni que tout est politique : mais il y a toujours un élément, dans la construction d'une vérité, qui peut être social, culturel et politique. Si l'on s'intéresse à certains phénomènes à un moment donné, c'est toujours en fonction des problèmes qui sont posés dans la culture et dans la société. Simplement, la démarche scientifique conduit à les traiter de telle manière que ce ne seront plus les mêmes problèmes : ils deviennent des artefacts. La vérité scientifique est un artefact, dans la mesure où elle est produite par un dispositif phénoméno-technique. L'eau, à partir du moment où elle est analysée chimiquement, ce n'est plus de l'eau : c'est H<sub>2</sub>O. Ce n'est plus la même chose.

**Aurélie Tavernier -- Cette définition de la science comme une construction, à la fois épistémologique et politique, est-elle compatible avec le « moment » où nous nous trouvons ? Dans une société oublieuse des conditions de production des énoncés scientifiques, c'est toujours davantage le résultat qui compte – au sens propre, car un résultat quantitatif peut être évalué. En quoi cette question centrale de l'évaluation rejoint-elle celle de la normalisation, contre laquelle s'élève notamment « l'Appel des appels » ?**

Roland Gori — La normalisation à tous crins à laquelle nous assistons aujourd'hui se fait au nom d'une évaluation généralisée – ce qui ne signifie pas qu'il n'y avait pas, auparavant, de procédures d'évaluation, dans le champ universitaire notamment. Mais aujourd'hui, cette évaluation généralisée s'apparente à un dispositif de servitude : on nous demande de normaliser nos procédures professionnelles, mais aussi de nous normaliser nous-mêmes, en incorporant les valeurs du libéralisme et de la performance au sens économique du terme. Évaluer, on l'a toujours fait : par des examens, des jurys, des commissions se réunissant pour le recrutement des universitaires, ou leur promotion. L'évaluation, ça voulait dire donner une valeur à un acte, un article, une recherche scientifique, après en avoir parlé avec d'autres. Mais cette notion d'évaluation a fondamentalement changé de signification entre

1985, avec le premier Comité d'évaluation<sup>21</sup>, et aujourd'hui où avec la « néo-évaluation », c'est la mesure d'un écart à un standard que l'on fabrique. L'évaluation telle qu'on a pu la connaître dans la décennie 1980 n'existe plus : elle concernait les universités, afin de leur donner une autonomie et une responsabilité. Elle ne concernait pas les individus en tant que tels : elle était une façon d'évaluer collégialement les choses, pour pouvoir prendre une responsabilité, alors synonyme de distance par rapport au pouvoir central. Le Comité national des évaluations partait de l'idée que si les universités devaient être indépendantes, il fallait qu'elles légitiment cette indépendance par une responsabilité qu'elles pouvaient accomplir en s'évaluant elles-mêmes.

**Aurélien Tavernier -- Il faut souligner au passage le formidable contresens du mot « autonomie » dans la réforme des universités : le terme paraît très éloigné de son sens premier et fort, de capacité à se gouverner soi-même, pour désigner finalement une forme d'externalisation de la norme et d'auto-contrôle des universités à s'y soumettre<sup>22</sup>.**

Roland Gori — Tout à fait. Et puis on arrive dans les années 90, avec le « sinistre Allègre », dans le contexte d'un pouvoir socialiste en place qui « tourne mal », à partir des années 85, lorsqu'il se convertit aux valeurs néolibérales du marché – selon un « principe de réalité » qui s'avère effectivement être un principe de servitude et de soumission. À ce moment-là, en tant que responsable d'un D.E.A., j'ai reçu la visite de seconds couteaux du ministère m'annonçant que nous étions « le sel de la Terre » et qu'il fallait donc désormais structurer la recherche, les publications qui devaient désormais être internationales et déterminées par un « *impact factor* », c'est-à-dire par le niveau quantitatif de citation dans des revues pour l'essentiel américaines. Là on a fait un cadeau immense aux puissances commerciales de l'information scientifique, étasuniennes essentiellement, en leur offrant des parts de marché colossales. On a vu se mettre en place une forme d'auto-dénigrement et pour le coup, d'auto-dévaluation de la culture européenne, absolument effarantes. Alors il y a peut-être des domaines où de telles évaluations peuvent se justifier : mais il y en a d'autres où cela ne se justifie pas. Et jamais Marc Bloch et Lucien Febvre n'auraient créé la revue des *Annales* avec le risque

---

21 Dans les années 70-80, plusieurs personnalités universitaires ont mis sur pied un dispositif d'évaluation des institutions d'enseignement supérieur. Leur initiative a donné naissance, en 1984, au Comité National d'Évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont les évaluations avaient pour objectif d'aider les établissements publics à accomplir leur mission (Voir : Boffo, Stefano, Dubois, Pierre, Moscati, Roberto, 2008. Gouverner les Universités en France et en Italie, Paris : L'Harmattan).

22 On pourra lire sur ce point : Ehrenberg, Alain, 1998. La Fatigue d'être soi, Paris : Odile Jacob.

de créer une revue de laboratoire...<sup>23</sup>. Cela devient complètement aberrant. Certaines disciplines comme l'histoire, ou la psychopathologie, ou les langues, ont été complètement recomposées : le pouvoir a payé de retour les théories qui le servaient. Cela n'a évidemment rien à voir avec un complot : c'est simplement un dispositif culturel. On a ainsi très vite vu comment les courants théoriques qui donnaient une certaine conception de l'homme neuro-économique, c'est-à-dire de cet homme performant, pris « au ras » du comportement, ont été en quelque sorte récompensés : on est dans le domaine du rentable à court terme, où ce qui importe n'est pas tant ce qu'est l'homme, que ce qu'il fait, et dont la valeur n'est mesurée qu'en fonction de sa visibilité sociale, en tant qu'acte technique valant sur le marché.

**Aurélie Tavernier -- D'où viennent ces exigences de visibilité et de rentabilité immédiates, et comment expliquer cette victoire des critères de normalisation « endurcis » sur les humanités ?**

Roland Gori — Je crois qu'il y a plusieurs raisons, d'abord conjoncturelles : je n'ai rien en particulier contre Monsieur Allègre, mais avec la fonction et le pouvoir qui étaient les siens, il a été amené à prendre un certain nombre de décisions conduisant à imposer le modèle des « sciences » à des disciplines de savoir et de connaissance comme le droit, la médecine, ou les sciences humaines et sociales, qui n'étaient pas forcément sur l'idée qu'une thèse devait être soutenue en quatre ans et qu'une publication n'avait de valeur que si elle était dans une revue « de marque » – et non dans un livre, par exemple. Il y a quelques éléments comme ça d'occasion, au sens grec du terme – du *kairos*. Par exemple, dans le champ qui est le mien, cet élément de contingence a complètement bouleversé les rapports de force à l'intérieur de la psychologie : dans le classement scandaleux des revues qu'a réalisé l'

---

<sup>23</sup> *La revue des Annales a en effet été fondée (en 1929, d'abord sous le titre d'Annales d'histoire économique et sociale) par Lucien Febvre et Marc Bloch dans un souci de décloisonnement disciplinaire. Sur la fabrication des normes à l'oeuvre dans les indicateurs d'évaluation de la recherche scientifique, on pourra lire : Blay, Michel, 2009 : 15-41. « L'évaluation par indicateurs dans la vie scientifique : choix politique et fin de la connaissance », Cités n°37, op.cit.*



AÉRES<sup>24</sup> l'été dernier pour l'examen des qualifications et des promotions, 98,5% des revues qualifiantes sont des revues anglo-saxonnes. Donc comme la psychanalyse ne s'est jamais introduite aux États-Unis en psycho, mais en psychiatrie, accepter ce classement, c'est faire disparaître par un geste bureaucratique – et bien entendu partisan – l'ensemble des formations de recherche et d'enseignement en psychopathologie clinique, à moyen terme. Au niveau de la médecine par exemple, pendant très longtemps, les filières les plus légitimes étaient la physiologie d'une part, et la clinique d'autre part : les cliniciens avaient une aura, et jouissaient d'un prestige par rapport aux techniciens. La génétique n'avait pas pignon sur rue : non pas qu'elle n'avait pas de valeur, mais parce que les cliniciens étaient plus prestigieux que les généticiens dans les facultés de médecine. L'idéologie d'après-guerre l'a soupçonnée d'être politiquement incorrecte ! Puis il y a eu un renversement du paysage en faveur de tout ce qui était affine aux laboratoires CNRS et aux laboratoires INSERM. Le curseur s'est déplacé de la clinique vers la technique et vers les « techno-sciences », avec toutes les précautions dont il convient d'entourer ce terme. Aujourd'hui, les procédures d'évaluation des organismes de recherche, à l'exemple de l'INSERM, indiquent clairement un changement global de paradigme.

**Aurélien Tavernier -- Le constat est en effet très généralisable, par-delà le cas des sciences médicales et cliniques : on pourrait remarquer le même déplacement de la sociologie générale vers la sociologie urbaine, voire la criminologie<sup>25</sup>...**

Roland Gori — Bien sûr. L'évaluation, avec cette idée-là, ne consiste plus du tout à doter de valeur un acte scientifique : il s'agit de mesurer son degré de conformité avec la norme. Et cette norme, on suppose qu'elle est établie

---

*24 L'AÉRES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) a été instituée comme une autorité administrative indépendante par la loi « Pacte pour la recherche » du 18 avril 2006, en même temps que l'ANR (Agence nationale de la recherche). Mise en place en 2007, l'AÉRES est « chargée de l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des organismes de recherche, des unités de recherche, des formations et diplômes d'enseignement supérieur, ainsi que de la validation des procédures d'évaluation de leurs personnels » (<http://www.aeres-evaluation.fr/Agence/Presentation>). Nous renvoyons le lecteur au n° 28 que la revue MEI a consacré en 2008, sous la direction de Julie Bouchard, à La Communication nombre, et en particulier à la contribution pour ce numéro de Frédéric Lebaron : « Comment mesurer les "performances" des universités ? Quelques réflexions sur la mise en place d'indicateurs à l'Université de Picardie » : 105-118. Et l'on pourra retrouver dans le présent numéro, dans l'article que nous consacrons à « L'expertise scientifique au risque de la certitude », quelques échos à « l'impact factor » et à la domination des revues anglo-saxonnes, évoquées ici par Roland Gori pour leurs effets dans le champ de la psychanalyse et de la psychopathologie, et plus loin observées sous l'angle de leur représentation dans la presse nationale dite « de référence ».*

*25 Voir, à la rubrique « Hypothèses » réservée à la fin de ce numéro aux travaux de deux « jeunes chercheurs », la contribution proposée par David Pichonnaz sur la « Délinquance juvénile : les usages journalistiques des discours sociologique et criminologique ».*

naturellement par la concurrence et la compétition internationale, dont nous décidons – ce qui est un acte politique – qu'elle est forcément étasunienne. Vous avez donc en quelque sorte une invasion idéologique fantastique par ce vecteur-là : c'est une acculturation à la pensée anglo-américaine par ce dispositif de servitude volontaire. Parce que ce qui est demandé au chercheur, c'est d'intérioriser ces normes. C'est omniprésent dans le discours politique adressé aux chercheurs : on leur dit qu'il ne s'agit pas de les juger, mais de les faire s'auto-évaluer, en leur fournissant les indicateurs et les « tests » *ad hoc*. D'où ce contresens sur « l'autonomie » que vous évoquiez, mais aussi le contresens qui pèse sur les mots « indépendance », « responsabilité » et « liberté » : de quoi la liberté est-elle le nom ? Sinon d'une extrême solitude et d'un délitement social... Mais si l'évaluation est bien ce dispositif de servitude qui conduit les sujets à intérioriser des normes qui mesurent simplement leur degré de conformité avec la culture ambiante, c'est-à-dire essentiellement néolibérale, alors le problème n'est plus celui de la psychanalyse que j'évoquais, ou celui de la sociologie que vous évoquiez, ni même celui des humanités ou du soin médical : le problème est que nous sommes en train d'ingurgiter insidieusement des substances toxiques, véhiculées par une « novlangue », pour parler comme Klemperer<sup>26</sup>, et cette novlangue n'est rien d'autre que celle des valeurs du néolibéralisme et de l'hégémonie sociale et culturelle de ses dispositifs (au sens de Gramsci).

**Aurélie Tavernier** -- Dans « les Exilés de l'intime »<sup>27</sup>, vous expliquez comment cette intériorisation des normes aboutit à une adaptation de l'individu aux modèles socio-économiques qu'impose le libéralisme. Vous montrez notamment qu'avec l'avènement du concept de « santé mentale », une conception épidémiologique de la psychiatrie s'est imposée, centrée sur le dépistage systématisé des anomalies de comportement : or dans cette conception, il revient à l'individu dont le comportement serait diagnostiqué comme « pathologique », ou déviant, de se réadapter à l'environnement. Cet exemple montre bien à quelle servitude peut conduire l'intériorisation des normes. C'est justement contre cette soumission que s'est élevé « L'Appel des appels », que vous avez initié avec Stefan Chedri en décembre 2008 : pouvez-vous revenir sur la genèse de cet Appel ?

---

<sup>26</sup> Klemperer, Viktor (1947), 1996. LTI, la Langue du Troisième Reich. Carnets d'un philologue, Paris : Albin Michel, coll. « Bibliothèque des Idées ».

<sup>27</sup> Gori, Roland, Del Volgo, Marie-José, 2008. *Exilés de l'Intime*, La médecine et la psychiatrie au service du nouvel ordre économique, Paris : Denoël.

Roland Gori — Dans *les Exilés de l'intime*, j'ai essayé de couvrir un champ assez large : je me suis intéressé à la médecine et la psychiatrie au service d'un nouvel ordre économique. Et je suis allé présenter ce livre dans différents milieux : pédiatrie, orthophonie, pédopsychiatrie, mais aussi les milieux de la culture, du journalisme, devant des magistrats... Or en faisant cette démarche, je me suis aperçu que la plainte était la même : c'est-à-dire le refus d'une normalisation des professionnels en vue de les amener à normaliser des populations avec lesquelles ils sont en contact, cette entreprise de normalisation heurtant de plein fouet leur métier. On leur demandait, autrement dit, de normaliser leur métier, afin qu'ils normalisent mieux les autres. C'est un renversement complet de l'idée même de soin et de solidarité. L'idée de « l'Appel des appels » vient de là. Il est né du cœur des métiers de l'humain, si je puis dire, c'est-à-dire fondamentalement, des métiers attachés au service du public, au sens de Bien public. Dans le domaine de la psychanalyse par exemple, ou de la médecine, le fait de parler de « client » et non plus de « patient » en dit long quant au changement de civilisation qui est à l'œuvre. Mais à travers cet Appel, ce ne sont plus que les psys qui parlent de leur chapelle, de leur corporation ; ce n'est même plus seulement un problème d'épistémologie : cela devient un problème politique, car cela touche à la manière dont nous concevons le soin, la justice, l'information, l'éducation, *etc.* Les magistrats se trouvent dans la même situation : la suppression du juge d'instruction n'est que l'une des étapes d'un très long parcours, qui amène toujours davantage la Justice à être sous la dépendance du Parquet, lui-même placé sous la dépendance de la Chancellerie. Donc la Justice perd de son indépendance. Et à l'université c'est pareil : quand la qualité d'un travail scientifique se trouve évaluée en fonction de la « marque » de la revue dans laquelle il est publié, c'est toute une conception de la pensée et pourrait-on dire, de l'humain, qui se trouve mise en cause. Nous sommes dans une civilisation de la haine, de la réification, de la financiarisation de la pensée.

L'État est en train de se transformer en entreprise, de manière non seulement à pouvoir vendre à la découpe les services publics, mais aussi à inoculer les éléments d'une civilisation qui amène les métiers de l'humain à se considérer eux-mêmes comme des entreprises, en rupture totale avec une culture « artisanale » des métiers. Il me semble que le point de souffrance le plus douloureux, dans notre civilisation, c'est le heurt entre d'un côté, une culture industrielle de production des services et des savoirs, dans la compétition du marché, et de l'autre, la conception artisanale des métiers. Et dans cet affrontement, il est possible qu'on soit perdants : de même que les artisans ont disparu, il est possible qu'il y ait demain de grandes manufactures du savoir, de grandes manufactures du soin, de l'éducation, *etc.* Honnêtement, c'est bien ce que je redoute, si l'on ne met pas en place une résistance politique suffisante pour s'y opposer et proposer aussi des alternatives. Ce qui est très difficile.

**Aurélie Tavernier** -- Cela l'est d'autant plus que le propre d'une idéologie étant de ne pas se penser comme telle, la première tâche devrait d'abord être de se déprendre, collectivement, des catégories avec lesquelles on pense, dont l'intériorisation nourrit tout aussi bien le corporatisme – si chaque discipline ou corps de métier tente de tirer son épingle du jeu – que la naturalisation et la prolifération de cette idéologie – c'est-à-dire des règles du jeu.

Roland Gori -- Oui. « L'Appel des appels » s'est constitué pour cela : avec Stefan Chedri, nous nous sommes éloignés d'un groupe de pys dont nous faisons tous deux partie mais qui nous paraissait dériver quelque peu vers le corporatisme. Nous avons donc lancé notre propre appel, qui allait dans le sens de ce qu'avaient fait aussi d'autres mouvements comme « Sauvons l'hôpital », « Sauvons l'université » ou le collectif « Pas de zéro de conduite ».

**Aurélie Tavernier** -- Ce dernier collectif mettait d'ailleurs le doigt sur la dérive d'une lecture pathologisante de la société dont la novlangue que vous évoquiez tout à l'heure est un joli... « symptôme » : des banlieues « gangrenées » par la délinquance aux mesures politiques censées « impacter » la société, les métaphores biologiques et économiques de la « gestion » du social ne manquent pas...

Roland Gori -- Tout à fait. Tout l'enjeu de « l'Appel des appels » est donc de déboucher sur une alternative. Nous avons d'abord eu un temps de partage des doléances, d'expression des souffrances, des mécontentements et des tristesses : une urgence à communiquer et à partager, à laquelle doit succéder une phase d'action. Car finalement, quelle alternative voulons-nous prôner ? Personnellement, lorsque l'ANR m'a contacté pour être expert, j'ai refusé au motif que l'état de classement des revues dans ma discipline ne permettait plus de participer aux expertises. Récemment, j'ai également été contacté par une université étrangère, toujours pour une expertise : ce que j'ai refusé pour les mêmes raisons. Dans l'état actuel des choses, je prônerai donc un refus de participer à des dispositifs de servitude. C'est un acte de résistance : quand des médecins, chefs de pôles, décident de démissionner collectivement de leurs responsabilités administratives ou menacent en tout cas de le faire, on est dans la résistance. Il s'agit de ne pas se laisser transformer en tyranneaux. Souvenons-nous de La Boétie : qu'est-ce qui, sinon l'amitié et la solidarité, peut faire objection à la servitude volontaire, à la gestion administrative et comptable de l'humain et des savoirs ?

\*  
\*      \*

Parmi les nombreux travaux de Roland Gori, outre les quelques ouvrages mentionnés en notes, nous renvoyons également à la lecture, en lien avec cet entretien, aux références suivantes :

*De quoi la psychanalyse est-elle le nom ? Démocratie et subjectivité.*  
Paris : Denoël, 2010.

« Idéologies scientistes et pratiques sécuritaires », in : *Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans !* Ouvrage collectif, Toulouse, Érès, 2006 : 149-162.

« Feeble therapies desperately seeking fickle pathologies », *International Forum of Psychoanalysis*, 17 (1), 2008 : 16-26.

Avec Marie-José Del Volgo, « L'idéologie de l'évaluation : un nouveau dispositif de servitude volontaire », *Nouvelle Revue de Psychosociologie*, 8, 2009 : 11-26.

Avec Marie-José Del Volgo, « De la société de la norme à une conception managériale du soin », *Connexions*, 91, 2009 : 123-147.

« Les scribes de nos nouvelles servitudes », *Cités*, 37, 2009 : 65-76.

Également, dans les archives du Monde.fr, cet entretien paru dans l'édition du *Monde* daté du 4 mai 2008 : « Norme psychiatrique en vue » (Propos recueillis par Cécile Prieur, consultable sur le site du Monde.fr : <http://lemonde.fr/>).